

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 7 MAI 1983

N° 209

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation peuples de Martinique et de Guadeloupe. Pour la reconstruc tion de la IVéme Internationale.

ANTILLES: 2 F FRANCE : 3 F

Editorial

LES ANTILLES, LE LANGUEDOC, ET LE ROUSSILLON. . .

Les deux présidents de conseils généraux, Émile Maurice pour la Martinique, Lucette Michaux Chevry pour la Guadeloupe n'ont pas raté l'occasion de refaire surface. C'était à propos de la réunion des conseillers généraux de Guyane, Martinique et Guadeloupe «qui se concertaient et discutaient ensemble des problèmes communs». . . seuls ceux de l'opposition étaient présents.

Michaux Chevry déclara que tout comme le Languedoc ou le Roussillon nos régions devraient être considérées comme zones défavorisées. Qu'à ce titre, le Languedoc et le Roussillon recevaient des subventions par habitants, plus importantes que les Antilles. . . Or nous sommes zone défavorisée sur le plan climatique et de plus zone sous développée etc. . . Emile Maurice devait renchérir en disant que les subventions devant être accordées au département sont détournées au profit de la Région, et ajouta Michaux Chevry, le gouvernement ne tient pas ses promesses. Les aides et subventions promises ne parviennent jamais. . .

On pourrait penser equ'il s'agit là d'une manière de s'opposer au gouvernement de gauche de la part d'élus de droite et qu'il s'agit là d'une tactique politicien-

Peut être, mais il faut dire que depuis quelques temps, le style «béni oui oui» trop affirmé ne paye plus. Même pour les départementalistes et ceux qui sont toujours prêts à se plier au pouvoir en place. On a vu des hommes de droite critiquer la politique de Giscard ou de Chirac, pour montrer qu'ils «n'acceptaient pas tout» et se forger une petite auréole de «celui à qui on ne la fait pas». .

C'est un peu le style Michaux Chevry. C'est un jeu politique qui tend à 'accommoder du pouvoir tout en cherchant à se faire valoir aux yeux de la population locale. Alors les élus politiques de la droite doivent trouver un axe d'intervention et d'opposition. Invariablement c'est du thème des aides, des subventions des disparités entre la France et les Antilles qu'ils font leurs choux gras. Et de la droite à la gauche socialiste c'est un peu le même langage que l'on entend sauf qu'on entend plus aujourd'hui la droite que la gauche locale qui, elle, s'aligne totalement sur le gouvernement français.

La gauche a, pendant 23 ans, dit que la Guadeloupe n'est pas tout à fait la France et qu'il fallait tenir compte des spécificités, et puis, elle s'est tue lorsque la gauche est arrivée au pouvoir. La droite elle, a pendant 23 ans affirmé avec force que «les Antilles c'est la France» avant de dire qu'elles ne le sont pas tout à fait et qu'il fallait tenir compte des spécificités, lorsque la gauche est arrivée au pouvoir.

Bénéficier de ce dont le Languedoc et le Roussillon, eux bénéficent, Daninthe, Césaire ou A. Nicolas l'ont dit bien avant Michaux Chevry... et après ? En quoi cela a-t-il changé des choses ?

Les travailleurs n'ont pas intérêt à se laisser neutraliser par ce jeu politique là. Il leur faut nécessairement exprimer une autre politique, une autre voie.

Il faut mener une politique indépendante de celle des grands partis de droite et de gauche, une politique résolument contre les capitalistes dont la gauche actuelle fait la politique.

(A PROPOS DE L'AFFAIRE DU PERE TARDIFF)

LES MIRACLES: LES ILLUSIONS DES PAUVRES

Depuis quelques jours, un nouveau «Messie» semble avoir fait son apparition en Guadeloupe. Il ferait des miracles. . . il guérirait des malades. Il s'agit d'un prêtre semble-f-il venu du Canada : le pere Tardiff.

De très nombreuses personnes se sont déjà rendues là où il officie. . . Cela rappelle les prêtres de «l'amour infini» qui, il y a quelques années avaient défrayé la chronique en Guadeloupe sous prétexte qu'à leur contact une jeune fille de Pointe-Noire aurait vu la vierge et d'autres apparitions divines. . .

On aurait pu rire de tout cela, si malgré tout une grande fraction de la population ne se laissait pas prendre au jeu et ne sautait pas sur l'occasion pour voir si tel ou tel faiseur de miracles pourrait alléger les peines ou quelque douleur , infirmité, problème... Et cela fait penser la prolifération des

sectes religieuses qui a lieu aux Antilles : à part les vieilles sectes comme l'église catholique ou protestante, il existe une série d'autres nouvelles «églises» : adventistes, pentecotistes, mahikari, baptistes, témoins de jéhovah et

La plupart des gens qui fréquentent ces sectes sont des humbles. Accablés de problèmes de toutes sortes, les pauvres cherchent un moyen de guérir ou d'alléger leurs maux physiques ou intellectuels.

Il y aussi cet autre «faiseur de miracle» qu'est le Loto où chacun espère avoir trouvé la combinaison fatidique qui fera de lui un riche, qui pourra réaliser tous ses rêves, tous ses comptes de fées, qui fera de lui, ou d'elle une sorte de «JR», puissant et riche, voyons. . .!

Mais pour une personne qui gagne, combien de millions de joueurs espèreront toute leur vie et s'accrocheront à ce secret espoir, à ces rêves fous, à ces illusions fantasques.

Voilà comment après nous avoir exploité sous toutes les formes, la société capitaliste nous propose le bonheur. Mais elle ne peut proposer ce bonheur qu'à une ou deux personnes, mais pas plus. Sans compter que c'est un moyen commode pour l'état que ces loteries, ces jeux d'état, pour gagner des milliards chaque semaine.

Les «miracles» du père Tardiff, c'est peut être un moyen commode pour une nouvelle secte de s'implanter en Guadeloupe en commençant de façon «spectaculaire». C'est une façon d'utiliser le désarroi des gens, leurs taiblesses face aux problèmes qui les

La société est malade. Malade du capitalisme parce que c'est lui qui engendre la misère, les difficultés de toutes sortes. Comment se fait-il que pour certains, le miracle soit permanent : bonne chère, bonne vie, argent, et pour d'autres non.

Les capitalistes n'iront pas voir le père Tardiff parce qu'ils n'en n'ont pas besoin. Même en cas de maladie ou d'infirmité ils iront consulter les plus grands spécialistes...

Car, pour les capitalistes, les faiseurs de miracles c'est nous, c'est notre force de travail qui les enrichit. Leur argent nous savons d'où il vient parce que nous connaissons le prix de l'exploitation. Il nous le font payer assez cher pour cela!

Par contre, nous pourrions faire des choses merveilleuses pour nous mêmes. Et ce ne serait pas des miracles mais une œuvre réalisée par nous, par notre lutte. Il faudrait que toutes les richesses produites par les pauvres et qui ne profitent qu'aux capitalistes profitent enfin au maximun aux pauvres à ceux qui peinent, qui travaillent.

Pour les travailleurs la solution aux problèmes ne peut être individuelle, mais collective. Parce que c'est collectivement qu'ils sont exploités. Mus par une volonté commune de changer l'ordre des choses, par la force que donne l'unité et la volonté de vaincre, les pauvres pourraient très vite en finir avec le monde capitaliste se débarrasser des exploiteurs. Et au lieu d'espérer toute sa vie durant un miracle ou le bon numéro de loterie, pourquoi pas tous ensemble changer notre sort par la lutte, tout de suite et bien plus rapidement que le temps que l'on mettrait à attendre le «miracle»?

LES PRIX D'AIR FRANCE PRENNENT LEUR ENVOL

cer une augmentation de ses tarifs sur la ligne des Antilles et de la Guyane. Elle est de 8 % pour les Antilles et de 6 % pour la Guyane. Bien sûr, quand il s'agit de justifier des augmentations de ce genre les capitalistes ne manquent pas d'arguments. C'est pour combler une partie du déficit de cette ligne qu'ils augmentent les tarifs nous disent-ils. Alors qu'en même temps ils affirment que la ligne

chent le mieux.

On se souvient de toute cette série de mesures que Air-France avait prise'pour éponger ce soi-disant déficit, il y a quelques an-

Cette compagnie avait établi le système de vol vacances. Dans la formule vol vacances le nombre de sièges avait été augmenté, le confort avait accusé un gros coup et parallèle-

La compagnie Air-France vient d'annon- sur les Antilles est l'une des lignes qui mar- ment le prix du voyage avait sensiblement diminué. Mais depuis lors les augmentations successives ont permis à Air-France de rattraper le terrain perdu en la matière et pour un voyage fait dans des conditions moins confortables qu'avant. Et cela va continuer ! La politique de rigueur c'est avant tout le gel des salaires, mais la montée des prix.

B.N.P GUADELOUPE GREVE DES EMPLOYES

Les employés de la BNP sont en grève à l'heure ou nous écrivons. Ils protestent contre le refus de la direction de discuter avec les représentants du personnel, contre le méoris et l'arrogance avec lesquels les chefs traitent les représentants des employés. Ils réclament des effectifs supplémentaires et protestent contre la suppression de certains postes et contre le refus de la direction de fournir le matériei n ssaire à certaines «tâches quotidiennes».

Par contre dit un tract du syndicat CGTG de la BNP, «un des membres de la direction utilise les frais généraux à la construction d'une niche à 2 étages avec escalier extérieur pour son chien»...

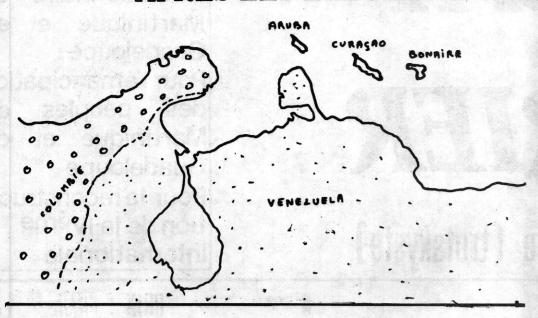
Les employés de la BNP estiment qu'après 8 mois de discussion, la direction se paye leur têté.

Prévue pour le mardi 3 et le mercredi 4,

la grève s'est prolongée le jeudi 5.

La grève est suivie très largement et s'étend à presque toutes agences de la Guadeloupe. Les employés semblent en avoir vraiment assez et ont exprimé par ce mouvement leur indignation face à l'arrogance patronale qu'ils ne peuvent plus supporter dans l'indifférence.

INCIDENTS DANS L'ILE DE ARUBA (ANTILLES NEERLANDAISES) APRES LES ELECTIONS AU NOUVEAU PARLEMENT



Lors de la publication des résultats des élections au parlement de la Fédération des Antilles Néerlandaises, des incidents ont éclaté dans certaines villes de Aruba faisant un mort et au moins 2 blessés par balles.

Ces événements remettent en lumière la situation qui existe dans ces îles de la Caraibe.

La Fédération des Antilles Néerlandaises est composée de 6 îles, dont les principales «ABC Islands» sont Aruba, Bonaire et Curaçao. Ces îles sont situées à environ 100 km des côtes du Vénézuela. Tandis que les 3 autres îles situées elles à près de 1.000 km au nord-est, sont Saint-Eustache, Saba et la partie hollandaise de Saint-Martin, plus proches de la Guadeloupe.

Sur les 240.000 habitants que compte la fédération, la grande majorité (165.000) est concentrée dans l'île de Curaçao, faisant de cette île le centre de cette fédération. . .

De cette situation de prédominence de Curação sont nées des tensions entre Curação et l'île de Aruba dont une partie importante de la population trouve le leadership de la grande île oppressif et voudrait sortir de la fédération actuelle des Antilles Néerlandaises.

En guittant officiellement en 1980 ses colonies des Antilles, la Hollande comme toutes les puissances coloniales a laissé une situation difficile pour les habitants de ce pays.

L'économie de Aruba, de Bonaire, comme celle de Curação dépend largement des compagnies pétrolières à capitaux américains telles la Shell à Curação et l'EXXON à Aruba. Malgré cela ou à cause de cela, plus de 30 %de la population, selon les chiffres officiels, de 1980, est au chômage.

Par ailleurs Aruba qui connait une activité touristique importante, voudrait pouvoir jouer ses chances égales avec Curação.

A cette domination économique ressentie par une partie des habitants de Aruba, vient s'ajouter aussi un problème racial. En effet la population de Aruba est composée d'une majorité de Blancs et d'Indiens, alors que la population de Curação est en majorité

La société capitaliste, dirigée en tonction des intérêts d'une infime minorité, ne peut qu'exacerber les différences qui existent entre les populations, et aboutit souvent à développer chez elles, la volonté de s'isoler pour régler leurs problèmes. Pourtant, il est loin d'être évident que cette solution, celle de l'éparpillement de petits états chacun dirigé par sa bourgeoisie et en définitive à son profit, résolve les problèmes réels des populations.

Lors des élections de vendredi dernier, le MEP (Mouvement Électoral du Peuple) de Aruba, dirigé par un social-démocrate Betico Croas et qui défend l'idée du retrait de Aruba de la fédération des Antilles Néerlandaises a semble-t-il, devancé nettement les autres partis, obtenant 13 des 21 sièges du parle-

Ces résultats, à la suite desquels les incidents du week-end dernier ont eu lieu, tendent à montrer un renforcement des indépendantistes de Aruba vis à vis de la fédération des Antilles Néerlandaises.

Par ailleurs les résultats de ces élections à Curação n'ont pas traduit de changement. puisque la coalition du Mouvement des Antilles Nouvelles le MAN (social-démocrate) de Don Martina, premier ministre sortant, et du Parti National (NVP Chrétien) démocrate) garde la majorité.

Marianne Tibus.

FRANCE . LES ETUDIANTS DANS LA RUE

«Chaud, chaud, chaud. . . le printemps sera chaud !» Le vieux slogan estudiantin de 1968 a refait surface. En France, des milliers d'étudiants se sont en effet retrouvés dans la rue cette semaine pour manifester contre les projets de loi sur l'enseignement supérieur. Parti des secteurs Droits et Sciences Économiques, le mouvement s'est étendu aux facultés de sciences et de lettres et il semble en passe de toucher l'ensemble des universités françaises. Ce mouvement de contestation rejoint celui des étudiants en médecine qui, lui, dure déjà depuis d'un mois et qui s'insurge contre une réforme spécifique.

Ce petit mai 68 que la droite aimerait bien voir grandir - les députés de droite se sont même payés le luxe de protester contre les interventions policières - a été provoqué par le flou de la politique du gouvernement dit de gauche.

Les observateurs s'accordent en effet pour reconnaître que bien peu d'étudiants savent quel est le contenu exact des projets de réforme et quelles ont été les intentions du gouvernement. Les rumeurs de toutes sortes et parfois les plus folles courent de

Les étudiants en médecine, en droit, en architecture, tous ceux qui se destinent à une profession libérale et qui louchent vers une situation aisée ont cru et croient encore le gouvernement va «collectiviser»

«nationaliser» «fonctionnariser» leur future profession ce en quoi ils se trompent puisque les nationalisations c'est pour le gouvernement le rachat à bon prix des secteurs défi-

D'autres étudiants, ceux des facultés de droit (Assas, Villetaneuse. . .) protestent contre ce qu'ils croient être des tentatives de nivellement et réclament une élitisation

A contrario d'autres étudiants (ceux du secteur sciences. . .) craignent et peut-être à justre titre que les nouvelles réformes ne renforcent la sélection et la main mise du patronat sur l'université.

Ces suputations, ces inquiétudes sont en quelque sorte normales. Voilà un gouvernement qui prétend mener une politique de gauche, qui a un verbiage de gauche et qui en réalité mène une sévère politique de droite et ce dans tous les domaines. Il ne peut donc que susciter les mécontentements. La petite bourgeoisie, aujourd'hui essentiellement estudiantine mais aussi paysanne et commerçante est la première à se dresser contre lui.

Si les travailleurs de France ne veulent pas que toutes ces révoltes se traduisent sur le plan politique par l'émergence ou le renforcement de forces encore plus anti-ouvrières, ils ont intérêt à entrer en lutte sans tarder et pour leurs propres intérêts.

POLOGNE : SOLIDARITE MANIFESTE POUR LE 1er MAI



Malgré les menaces du gouvernement, malgré les appels au calme des évêques, ce sont plusieurs milliers de travailleurs polonais qui ont répondus aux appels de Solidarité. On estime à 15 mille le nombre de manifestants à Varsovie la capitale, 30

mille à Gdansk. Dans toutes les grandes villes du pays, les polonais ont défilé derrière les banderolles de Solidarité. Bien sûr les Zommos, «brigades anti émeutes de la milice» ont tenté de disloquer les manifestations, ce qui a provoqué des echauffourées parfois très violentes comme à Newa-Huta, banlieue ouvrière de Cracovie, où un jeune ouvrier a été tué par une grenade lacrymogène. Un peu partout la police à procédé des contrôles d'identité et à des arrestations. Mais l'agitation consécutive au 1er Mai se poursuit. Mardi 3 mai à Varsovie des sympathisants de Solidarité se sont heurtés aux Zomos à la sortie de la messe en l'honneur d'une vierge patronne de la Pologne.

Le succès des manifestations montre bien l'énorme malaise qui règne en pologne. La clique de Jaruzelski se maintient au pouvoir en s'appuyant presque exclusivement sur la police et l'armée. Les travailleurs et les paysans derrière «Solidarité» refusent le régime. Ils réclament les droits démocratiques pour tous.

L'Église, elle, pour l'instant, appelle au calme. Tout son poids, elle utilise à modérer la combativité de la population. Elle ne désire pas s'opposer franchement à Jaruzelski à cause en particulier de la venue du pape en juin. Elle ne veut pas qu'on interdise cette visite papale.

Mais la population polonaise ne fait pas tous ces calculs, elle a choisi de manifester contre la dictature à chaque fois qu'elle en a l'occasion.

«JOUGWA» QUAND DES «PATRIOTES» S'EN PRENNENT AUX DIRIGEANTS DU «MOUVEMENT PATRIOTIQUE»...

Dans le dernier numéro du «journal guadeloupéen» le «Jougwa», un article intitulé «Makouke, Mounien et les chrétiens. . .» est signé «un groupe de patriotes». Cet article est une critique de certaines positions prises récemment par des dirigeants du «Mouvement Patriotique».

Certaines phrases laissent à penser qu'il s'agit de critiques faites par des membres même du Mouvement patriotique à leur propre direction. A propos d'une interview de Makouke président du Mouvement et de Mounien vice président, faite au journal Magwa, les rédacteurs de l'article écrivent : «. . . quand donc ont ils été mandatés pour tenir de tels propos et par qui ?». . . est-il possible pour des dirigeants nationaux de faire preuve d'une telle cécité théorique et de se laisser aller à débiter de telles contre-vérités à la face du monde ? «. . . De quel droit ces messieurs de la haute direction tiennent ils au nom des organisations qui composent le Mouvement Patriotique de si graves propos et sur des questions qui n'ont jamais à notre pas. Mais accéder par un moyen ou un autre

connaissance été l'objet de débats démocratiques »?

Et les auteurs de l'article de critiquer les positions de leurs «dirigeants nationaux» en disant :

« . . . Partout les réactionnaires bourgeois ou petits bourgeois ont toujours brandi l'arme du faible développement quantitatif du prolétariat pour faire valoir son incapacité à jouer un rôle dans le processus révolutionnaire. De la faiblesse quantitative du prolétariat ils concluent à sa faiblesse qualitative. . .», plus loin on peut lire toujours à propos de la direction du mouvement nationaliste «aux médecins succèdent les universitaires. Aux universitaires, les médecins...» ou encore «...une fois de plus il faut fustiger cette thèse relevant du nationalisme bourgeois qui fait tout pour sous-estimer le rôle qui revient à la classe ouvrière dans la lutte de libération nationale»...

«que veulent-ils? La révolution? Non

au pouvoir en tant que camp ou clan, sans programme politique, économique, social et culturel. . . ce qui expliquerait le peu de cas qu'ils font souvent des questions de principe comme celle de la direction de la classe ouvrière dans le processus révolution-

«La stratégie qu'ils ont adoptée et dont ils sont entrain de faire la théorie vise au fond à frayer la voie pour la transformation ultérieure de la petite bourgeoisie (professions libérales, intellectuels, universitaires) en classe dominante et en bourgeoisie nationale».

Les militants du Mouvement Patriotique qui font toutes ces critiques à leur direction mettent en avant des raisons idéologiques : la place évidente aujourd'hui, prise par la petite bourgeoisie dans leur mouvement, leur permet de critiquer les dirigeants ac-

Pourtant c'est bien la voie logique d'un mouvement se réclamant, depuis sa création de la «nation guadeloupéenne» dans son ensemble: ouvriers, paysans, intellectuels, petite bourgeoisie et même bourgeoisie à vocation nationale», confondus...

D'autre part, les mêmes qui parlent de «direction ouvrière» de la révolution mettent en avant à la fin de leur article la nécessité de la création du «Parti Révolutionnaire et Populaire». Mais que signifie «populaire» ? est-ce un parti ouvrier ? un parti des pauvres ? est ce un large parti regroupant tous les éléments du peuple, toutes classes confondues?

«Le groupe de patriotes», après avoir écrit quelques vérités, n'est pas en définitive fondamentalement différent des dirigeants

qu'il critique.
Mais cela n'est pas surprenant, car en fait, les divergences «idéologiques» qui ont cours dans le mouvement nationaliste masquent mal une lutte des différents clans ou coteries pour la direction du mouvement.

Et ce sont ces frictions là que traduit en grande partie l'article du «groupe de patriotes».

Pierre Jean Christophe.

Incendie à Capesterre: Un mort, des degats importants

l'incurie de l'administration est mise en cause

Le samedi 30 avril vers 10 H30 un incendie éclatait dans une maison de bois située près de l'église de Capesterre B.E.

Le feu se répandit et embrasa un cabinet de soins esthétiques situé à côté de la maison de bois.

Peu de temps après, un homme qui prêtait main forte à la lutte contre l'incendie fut électrocuté par deux fils. Deux autres qui essayèrent de le dégager furent également atteints, dont un très gravement et qui dut être transféré à l'hopital.

Le feu ravagea complètement le cabinet d'esthétique. Au cours de la semaine, à Ste Marie (Capesterre), un homme est mort brûlé dans sa case.

Très rapidement les réflexions de la foule commencèrent, accusant pêle-mêle 'la municipalité en place, la police, et les pompiers. Concernant ces derniers, ils n'ont pas, il est vrai, fait preuve de grande rapidité. Une bouche d'incendie proche du lieu du sinistre était si rouillée qu'une clé cassa quand on vount l'ouvrir. Un des tuyaux se rompit quand on ouvrit l'eau: En fait tout un chacun pensait qu'il aurait été possible d'éviter la mort de l'homme et l'extension des dégats.

Il faut savoir que les pompiers ne dépendent plus de la municipalité. C'est un service "départemental". D'ailleurs, la semaine dernière, une polémique a éclaté entre le Président du Conseil Général et le Maire de Pointe à Pitre. Ce dernier estimant que l'on demande une participation financière trop importante à sa municipalité pour un service qui est départemental.

Concernant Capesterre B.E, et c'est valable un peu partout, le nombre de pompiers professionnels est dérisoire, 3 pour Capesterre, et 3 pour Trois-Rivières dont les Pompiers sont aussi intervenus à Capesterre. Les volontaires sont au nombre de 20 pour Capesterre.

En fait c'est surtout la mauvaise organisation et le manque de moyens en personnel qui est en cause. Beaucoup de gens pensaient qu'il y a trop de policiers de gendarmes, de CRS et toutes sortes de forces de répression et pas assez de pompiers. Car il faut le dire à chaque incendie dans ce pays s'il n'y avait l'aide du public, de toute la population les pompiers à eux seuls, n'arriveraient jamais à bout du sinistre. Et c'est cela qu'exprimait la population de Capesterre quand elle accusa les pompiers et la municipalité.

GUADELOUPE

NOUVELLES GALERIES : AGRESSION RACISTE.

Mercredi 20, il était environ 19 h quand un incident est survenu entre une cliente blanche et une noire. Le caddy de l'antillaise dans lequel se trouvait un enfant a été bousculé avec une certaine brutalité, mais surtout, ce qui a choqué tous ceux qui ont assisté à la scène, furent les propos méprisants et racistes du couple de Canadiens qui avant bousculé le caddy et l'enfant. La femme blanche a même été jusqu'à agresser et griffer l'antillaise.

Tout cela créa une certaine effervescence. La police arriva sur les lieux. Et bizarrement d'ailleurs les policiers commencèrent à s'en prendre à un guadeloupéen qui manifestait verbalement sa colère. Ils lui passèrent les menottes immédiatement.

Cela énerve les gens encore plus. Beau-

coup protestèrent contre l'attitude des policiers et de ce couple raciste.

Beaucoup pensaient que la femme noire aurait dû rendre immédiatement les coups à la femme blanche raciste.

Cet incident a ému bon nombre de gens car dans les jours qui suivirent, on entendit plusieurs interventions sur les radios anti-colo nialistes, de gens qui avaient assisté à la scène.

Cet incident est révélateur du climat de racisme officiel qui règne en Guadeloupe. Si des blancs se sentent aussi sûrs d'eux et aussi arrogants et agressifs alors même qu'ils savent se trouver dans un pays à majorité noire, c'est qu'ils se sentent forts et protégés par le pouvoir colonial qui est un pouvoir blanc et raciste.

Echos des entreprises

CENTRE HOSPITALIER DE POIN-TE-A-PITRE

LA . NOTATION : UN SYSTEME

C'est bientôt les commissions paritaires, et, évidemment, on discute des notes.

C'est à partir des notes que l'administration décide des avancements, calcule la prime de fin d'année.

Mais la notation, c'est en réalité plus que cela. C'est un moyen pour l'administration de nous diviser et de développer l'esprit de chacun pour soi. Pour avoir une note qui permettra d'obtenir une promotion rapide c'est à qui se fera mieux voir des chefs de service, des surveillants.

Mais, il y a pire, ce sont des crocs en

jambe entre agents.

En réalité, le système de notation s'oppose à tout travail collectif et au développement de tout esprit de solidarité entre nous.

A ce titre, l'administration utilise ce système pour nous maintenir dans un climat de rivalité et de concurrence.

Au lieu de voir nos intérêts communs, nous avons tendance à nous préoccuper plus de notre situation personnelle.

Un tel état d'esprit freine toute vélleité d'agir ensemble pour imposer nos revendications.

COMMERCE GUADELOUPE.

K. DIS VILLE : DÉLÉGUÉ DES TRAVAILLEURS OU DÉLÉGUÉ DU PATRON?

Quelle mouche a donc piqué l'un des délégués du personnel, la semaine dernière ?

Le voilà qui se met à jouer les détectives dans le magasin, et samedi dernier il a été jusqu'à un rapport à la direction sur le chef boucher avec lequel il a peut-être des comptes à régler. . En tout cas rien ne peut justifier une telle attitude de sa part.

C'est ainsi que nous, les employés, nous avons jugé sa démarche. D'autant que ce monsieur a refusé de discuter de son problème avec les autres délégués qui le lui ont demandé et il a été directement trouver le patron.

Une telle attitude n'a pas tardé à provoquer le mécontentement. Plusieurs d'entre nous étaient déjà prêts à rendre leur carte syndicale si ce monsieur ne démissionnait pas de son poste de délégué. Dans les 48 H qui suivirent, cet incident, le délégué-détective a donné sa démission.

Nous lui avons fait comprendre que les gens qui défendent les intérêts des patrons ne peuvent pas nous reprensenter.

GUADELOUPE SAINTE ROSE:

SUR LES PLANTATIONS DE BANANES : UNE EXPLOITATION FEROCE.

Sur les plantations de bananes de la SEP (société d'exploitation fruitière) les conditions de travail sont scandaleuses et révoltantes. Les ouvriers font 7 heures et parfois huit heures de travail par jour. Ils n'ont même pas suffisamment de temps pour avaler un casse-croûte ou un repas.

Il faut un courage surhumain pour supporter les rayons du soleil durant plusieurs heures. Quand il pleut, même lorsqu'il y a averse il faut continuer à travailler. Il n'y a d'ailleurs aucun hangar pour s'abriter.

Si un travailleur a cinq ou six minutes de retard il perd le travail de la journée. La majorité des travailleurs parcourent plusieurs kilomètres à pied pour se rendre sur les plantations et pourtant ils doivent être à l'heure même si ils sont arrêtés en chemin par la pluie.

Les conditions d'hygiène et de sécurité sont pires. Les équipes qui s'occupent de l'engrais et des herbicides travaillent plusieurs heures à manipuler des produits dangereux qui peuvent avoir des répercussions graves sur leur santé.

Pour tout moyen de protection contre les herbicides il n'y a que le masque, un masque en carton qui s'abime et se déchire sous l'effet de la chaleur. Sur l'habitation de Cayou les herbicides ne sont pas stockés faute de hangard. Des travailleurs sont obligés d'aller chercher les produits sur l'habitation de Dupré Roussel située plus loin ce qui constitue une perte de temps ; l'équipe doit

attendre parfois une heure avant de travailler.

Les banneraies sont envahies par les mauvaises herbes et ne sont pas nettoyées. La coupe n'est pas aisée et il est difficile de voir son voisin. Les bambous qui supportent les bananiers jonchent le sol après la coupe et blessent ceux qui marchent dessus.

La plantation n'est qu'un lieu de travail. Rien n'a été prévu pour l'homme. Les conditions d'hygiène sont inhumaines. Pas un vestiaire où se changer, pas de toilettes, pas un robinet pour boire ou se laver.

Les directeurs de la SEP se succèdent d'année en année. Ils appliquent les conditions qu'ils veulent et ne respectent pas les droits les plus élémentaires : mesures de sécurité et d'hygiène, temps de travail. . . La journée du premier mai, cette année encore n'a pas été payée.

Ils agissent en véritables maîtres d'esclaves parce qu'ils savent que la demande de travail est très forte en raison du chômage qui affecte la région de Sainte-Rose.

Il est inadmissible, qu'en plein XXème siècle des conditions de travail soient aussi arriérées!

Sur d'autres plantations de la Guadeloupe les travailleurs de la banane ont imposé par leurs luttes six heures de travail par jour et le respect des mesures de sécurité.

Les travailleurs de la SEP peuvent aussi par leurs luttes imposer de meilleures conditions de travail.

CANOPE INNOCENT?

Dans l'affaire qui l'oppose à la direction du Parti Socialiste Guadeloupéen, Canope avait fait appel au Parti Socialiste français et celui-ci a finalement donné raison à Canope.

Rappelons les faits. Aux dernières élections municipales une liste d'union de la gauche comprenant des socialistes, des communistes, des progressistes avait été élue à Bouillante. Mais lors de la mise en place du conseil municipal et de l'élection du maire et de ses principaux adjoints, il y eut un coup de théâtre. En effet, contre toute attente Canope le socialiste avait été élu maire. La surprise fut grande au sein de la population car celle-ci attendait Vairac. Que s'était-il donc passé ?

Canope n'avait pas hésité à passer outre les consignes de vote de son parti pour faire alliance sur sa droite et avec ses adversaires. C'est ainsi qu'il se trouva, lui et quelques amis de la droite à la tête de la municipalité. Une telle attitude avait soulevé l'indignation de la population. Celle-ci avait voté contre la droite pour retrouver cette même droite au

pouvoir.

Quant au Parti Socialiste il avait exclu Canope de ses rangs. Mais ce dernier n'accepta pas une telle décision et porta l'affaire devant la direction du Parti Socialiste en France. Celui-ci désavoua la direction du Parti Socialiste guadeloupéen.

Les grands chefs blancs ont donc tranché, contre la décision de Jalton et du comité directeur de la fédération locale. . . de 7.000 km. De la même façon qu'ils dirigent tout ici de Paris, de la même façon ils règlent leurs problèmes au sein de leur parti...

Les dirigeants du PS locaux sont en quelque sorte pris à leur propre piège. En liant le sort de la population aux décisions de la gauche en France, ils lient aussi toutes les décisions de la direction de leur propre parti au pouvoir, et n'ont qu'à se taire... accepter et se taire.

Autre morale de cette histoire : magouillez et vous aurez la caution du Parti Socialiste.

GUADELOUPE

CFT : METHODES D'INTIMIDATIONS

CONTRE UN RESPONSABLE

SYNDICAL

Léonardi a donné une mise à pied à un travailleur soi-disant parce que celui-ci a détérioré volontairement son matériel. En réalité ce travailleur a eu un accident de travail. Il se trouvait sur un chantier à Morne-à-l'Eau, et pendant qu'il était en train de conduire une pelle mécanique celle-ci a glissé dans un fossé rempli d'eau. Le travailleur a eu le temps de sauter de l'engin pour ne pas être blessé. La pelle mécanique a été un peu endommagée.

Le lendemain de l'accident Léonardi a appelé ce travailleur pour lui dire : «tu peux retourner chez toi» en l'accusant d'avoir volontairement renversé la pelle mécanique dans le fossé.

L'ensemble des travailleurs et les responsables syndicaux ont immédiatement réagi. Ils ont cessé le travail durant 24 heures. Mais Léonardi n'est pas revenu sur sa décision. Il a adressé une mise à pied au travailleur sans même préciser la durée de la sanction. Une nouvelle rencontre doit avoir lieu avec les responsables syndicaux vendredi.

Le travailleur concerné est un responsable syndical que Léonardi a déjà tenté plusieurs fois de licencier. Ce n'est pas la première fois que ce patron, notoirement connu pour son comportement raciste dans son entreprise utilise les méthodes les plus arbitraires pour se débarrasser des responsables syndicaux.

Jusqu'ici il n'a jamais pu arriver à ses fins parce que les travailleurs l'ont toujours mis au pas.

BOLIVAR

ET LA GUERRE D'INDEPENDANCE DE L'AMERIQUE ESPAGNOLE



Il y a deux siècles exactement, en 1783, naissait Simon Bolivar, d'une riche famille créole de Caracas. Cet homme allait symboliser la lutte des colonies d'Amérique du Sud contre leur métropole, l'Espagne, qui les dominait depuis le 16ème siècle. Il sera l'un des artisans de l'Indépendance américaine, qui donnera naissance à une série d'états nationaux, Vénézuela, Colombie, Mexique, Pérou, Chili, Argentine, etc. . . La Bolivie lui devra son nom. Surnommé «El Libertador» (le libérateur), Bolivar fut le porte-parole de cette bourgeoisie créole qui aspirait à prendre en main les destinées de son pays et qui, à l'exemple de la bourgeoisie française de 1789, rejetait la monarchie qu'elle considérait comme une entrave à son propre développement économique.

LA SOCIÉTÉ COLONIALE A LA VEILLE DE L'INDÉPENDANCE : UNE SOCIÉTÉ DE CASTES ET DE CLASSES.

La société hispano-américaine est avant tout organisée selon une hiérarchie stricte où la couleur de la peau joue un rôle déterminant, signe de l'appartenance sociale à un groupe plus ou moins favorisé et plus ou moins dominant.

Au sommet de la pyramide se trouvent les Blancs. Mais une distinction s'opère entre les Espagnols originaires d'Espagne (appelés Europeos) et les Blancs créoles (ou Criollos) nés en Amérique et installés dans la colonie depuis plusieurs générations.

Les Europeos, une petite minorité, en tant que représentants de la Couronne d'Espagne, sont les dépositaires du pouvoir colonial : Vice-rois, fonctionnaires, esclésiatiques. Ils détiennent le monopole des hautes charges de l'administration, et sont unanimement détestés par les Blancs créoles qui voient en eux des concurrents favorisés par la métropole.

Les Criollos, ou Americanos comme ils se désignent eux-mêmes, représentent 1/5ème de la population, mais détiennent les richesses principales des colonies : les terres, les mines, le commerce. Leurs fils peuplent les universités et entrent en concurrence directe avec les Europeos pour l'occupation des postes et des prébendes octoyés par la Couronne espagnole. L'aristocratie créole est propriétaire de grandes haciendas, sur lesquelles travaillent des esclaves. Elle tient entre ses mains la réalité du pouvoir économique et ne va pas tarder à revendiquer également le pouvoir politique. Pour servir sa cause, son élite intellectuelle s'inspirera des idées de la Révolution Française. Bolivar en est un parfait exemple.

Loin derrière les Blancs viennent les Métis (mestizos) et les Mulâtres (Mulatos), regroupés sous le terme général de «Castas». Méprisés et redoutés par les Blancs, ils sont soumis par les lois à un statut juridique inférieur et parfois infâmant. Ouvriers, artisans,

petits commerçants, vagabonds, contremaîtres ou vaqueros (vachers) des grands domaines d'élevage, ils forment un groupe complexe et varié. Les couches supérieures des «Castas» cherchent à s'intégrer, avec peu de succès, au monde des Blancs, tandis que les couches inférieures vivent dans des conditions misérables qui les rapprochent des Indiens et des Noirs.

Les Indiens, longtemps décimés par les massacres des Conquistadores espagnols et les épidémies apportées par eux, réduits au servage, sont dépourvus de droits et largement méprisés. Paysans spoliés de leurs terres par les grands propriétaires créoles, ils sont souvent contraints d'aller travailler sur les grandes plantations et dans les mines ou sont réduits au vagabondage.

Enfin au bas de l'échelle sociale se trouvent les esclaves noirs, importés d'Afrique par les colons espagnols. Mais dès la fin du 18ème siècle le travail servile est en régression dans les régions où la main d'œuvre indienne est abondante et meilleur marché que les esclaves. L'esclavage sera surtout répandu au Vénézuela et au Pérou. Le métissage entre femmes indiennes et esclaves noirs est fréquent et les enfants, devenus «Zambos», rejoignent le groupe des «Castas» libres. Parmi les Noirs les affranchissements et les rachats seront nombreux.

De ces deux groupes violemment opprimés, Indiens et Noirs, sortiront de nombreuses révoltes. Celle des Indiens du Pérou conduite par Tupac Amaru en 1780-81 qui fit trembler les Créoles, celle du zambo libre Léonardo Chirino à Coro, au Vénézuela, qui prit la tête d'un soulèvement d'esclaves et se proposait d'introduire «la loi des Français» (c'est-à-dire de la révolution française) sur les plantations. Ces révoltes furent écrasées dans le sang, mais la rébellion ne cessa jamais tout au long de la période coloniale. Elle fut encore renforcée par l'exemple de la révolution anti-esclavagiste à Saint Domingue en 1791, qui mit aux prises esclaves noirs et colons français et vit la victoire totale des es-

NOIRS, INDIENS ET METIS DANS LA GUERRE D'INDÉPENDANCE.

Lors de la guerre d'Indépendance, de nombreux Noirs et Indiens se rangeront dans un camp ou dans l'autre selon qu'ils espèreront obtenir leur liberté et leurs droits des royalistes espagnols ou des patriotes améri-

cains.
Ainsi les armées loyalistes (c'est à dire fidèles à la Couronne d'Espagne) du Pérou et du Haut-Pérou (l'actuelle Bolivie) étaient en majorité composées d'Indiens, tandis que

l'armée patriote conduite par le général San Martin pour libérer le Chili comprenait entre 30 à 40 % de Noirs.

En 1813 au Vénézuela, deux officiers espagnols, Tomas Boves et Francisco Morales, s'efforceront de lancer les «llaneros» (ouvriers agricoles, vachers, vagabonds et population misérable des plaines, composée d'Indiens, de Noirs et de métis) contre les créoles insurgés. Ce qui fera craindre à ceux-ci de «tomber aux mains des Noirs», comme l'écrivait avec angoisse l'un d'eux. Boves en 1814 avait rallié entre 10 et 12.000 partisans «zambos et mulâtres». Lui même était d'ailleurs pleinement conscient du caractère profondément social de l'engagement de ces troupes, car s'il se félicitait de ce que Noirs, Indiens, Zambos et Mulatres «combattent avec nous pour détruire les Créoles blancs, leurs maîtres», il craignait aussi qu'ils ne se retournent un jour contre les Espagnols. Il déclarait ainsi : «Mais ils ne tarderont pas à détruire les Européens blancs qui sont aussi leurs maîtres et dont la mort leur rapportera autant de bénéfice que celle des créoles». En réalité, aussi bien les chefs patriotes que loyalistes craignaient la révolte de ces masses opprimées. D'ailleurs en 1817, 4 ans plus tard, les «llaneros» changeaient de camp, Bolivar ayant réussi, contre promesse de leur octroyer des droits, à persuader leur nouveau chef José Antonio Paez, de se ranger aux côtés des patriotes. Mais Bolivar fit exécuter en 1817 son

général Manuel Piar, un mulâtre, parce qu'il avait tenté de «provoquer la guerre des couleurs», comme l'écrivait Bolivar lui-même. Quant au commandant en chef des troupes loyalistes, Pablo Morillo, il fit déporter en Espagne, la même année, un officier mulâtre parce qu'il s'était montré «ennemi résolu de tous les Blancs ell a pris la tête de gens de sa race sur lesquels il exerce une influence trop grande» écrivait le général effrayé.



LA GUERRE D'INDÉPENDANCE

La guerre qui devait aboutir à l'émancipation des colonies espagnoles d'Amérique connut de nombreux rebondissements, mais se déroula en gros de 1808 à 1824. Elle fut favorisée par l'invasion de l'Espagne par les armées françaises de Napoléon, en 1808, qui provoqua une vacance du pouvoir dans les colonies d'Amérique. L'occupation française prit fin en 1810, ce qui permit au roi d'Espagne Ferdinand VII de soutenir ses partisans en Amérique en y envoyant des troupes qui reconquirent provisoirement dès 1814 la plupart des positions. Mais la révolution libérale qui éclata en 1820 en Espagne contre la monarchie assura en définitive le succès des insurgés, appuyés plus ou moins ouvertement par l'Angleterre et les États-Unis.

Les luttes se déroulèrent sur trois terrains principaux : le Mexique, où éclata une insurrection paysanne en 1810, le Vénézuela autour de Caracas, et le Rio de la Plata, autour de Buenos Aires (l'actuelle Argentine). C'est à partir de ces deux derniers foyers que Bolivar, par l'Équateur, et San Martin, par le Chili, conduiront l'assaut final contre le Pérque

Au Vénezuela, c'est le général Miranda qui engage la lutte, en proclamant en 1811 l'indépendance des Provinces Unies du Vénézuela. Il est bientôt relayé par Bolivar qui s'impose à la tête des troupes en éliminant, de façon assez obscure d'ailleurs, son compagnon et rival.

B divar tente un premier débarquement sur Caracas, qui échoue, et il doit se réfugier en Jamaique. Il se rend en Haïti, pour solliciter le concours du président noir Pétion. Celui-ci est également en lutte contre l'Espagne qui détient l'autre partie de l'île : Saint-Domingue. Bolivar s'engage à décréter l'abolition de l'esclavage sur les terres d'Amérique libérées. Il reçoit armes, secours et munitions en Haïti, d'où il tente un nouveau débarquement sur les côtes du Vénézuela, en 1816. Il se lance alors dans une nouvelle campagne militaire. Trois ans plus tard il franchit les Andes à la tête de ses troupes, défait les Espagnols à Boyaca, et prend Bogota où il proclame la république de Colombie. En décembre 1819 le congrès d'Angostura approuve la loi fondamentale de la République de Colombie qui réunit en un seul état : la Nouvelle Grenade, et sous la présidence de Bolivar, le Vénézuela et la Province de Quito.

A l'autre bout du continent, San Martin mène une campagne parallèle. Il libère le Chili, puis le Pérou avec l'aide de Bolivar et du célèbre lieutenant de celui-ci : Sucre, en 1824

Peu auparavant, le Mexique avait lui aussi obtenu son indépendance.

En 1825, l'Amérique espagnole est libre. Mais le prix à payer est lourd. Ces quinze années de guerre ont ravagé le pays ; les plantations, les mines sont à l'abandon, et les nouvelles républiques sont bientôt prises en mains par des caudillos qui s'arrogent tous les privilèges et font régner des dictatures féroces soutenues par les grands propriétaires.

Bolivar doit bientôt renoncer à toute autorité sur le Pérou et la Bolivie dont il avait été proclamé président. La Grande Colombie, qui avait également été constituée sous son autorité, éclate en trois états distincts : Vénézuela, Colombie et Équateur.

N'ayant pu imposer sa conception politique d'une république autoritaire regroupant les trois états de Grande Colombie, Pérou et Bolivie, et voyant échouer son rêve de fédération des nations latino-américaines à l'échelle du continent, il résignera volontairement tout pouvoir en 1830. Et c'est cette même année que, déçu, malade, et prématurément vieilli, il mourra à Santa Marta, sur la côte caraïbe de Colombie.

Claire Goya.

La semaine prochaine : «Bolivar un démocrate bourgeois».

COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214

97.110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728